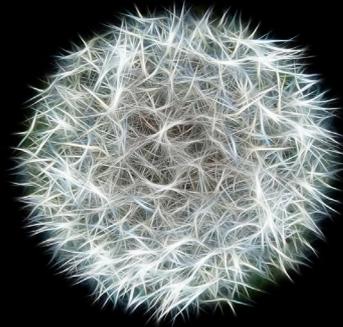


L'OBSoC



COVID-19 : Le Jour d'après

NOTE N°1 du 31 mars 2020



Le Jour d'après, c'est d'abord le lendemain pour les personnes, en France, qui toutes vivent au jour le jour depuis le début de l'épidémie COVID-19, qu'elles soient confinées ou qu'elles continuent de travailler en première ou deuxième ligne.

Le Jour d'après, c'est aussi le futur d'une société ébranlée dans ses fondements par cette catastrophe et ce bouleversement radical.

Le Jour d'après, c'est donc le nom que L'ObSoCo a donné à un dispositif inédit articulant un suivi quantitatif régulier et une communauté en ligne exceptionnelle de 50 citoyens-consommateurs mis en place pour comprendre si et comment cet événement sans précédent accélère les mutations déjà à l'œuvre dans notre société et nos modèles de consommation.

Le Jour d'après, c'est enfin la philosophie de L'ObSoCo. Nous n'avons pas de certitudes sur ce que sera demain. Mais nous avançons, avec nos grilles de lecture et nos analyses, avec ceux qui soutiennent notre travail et les experts qui contribuent à enrichir notre réflexion, pour mesurer, décrypter et contribuer à anticiper la société de « l'après. »

Chaque semaine, L'ObSoCo fera le point sur l'évolution des comportements, des opinions et représentations. Ce document est un abstract de nos analyses. Si vous souhaitez souscrire à ce dispositif et bénéficier de nos analyses approfondies, n'hésitez pas à nous contacter.

Synthèse

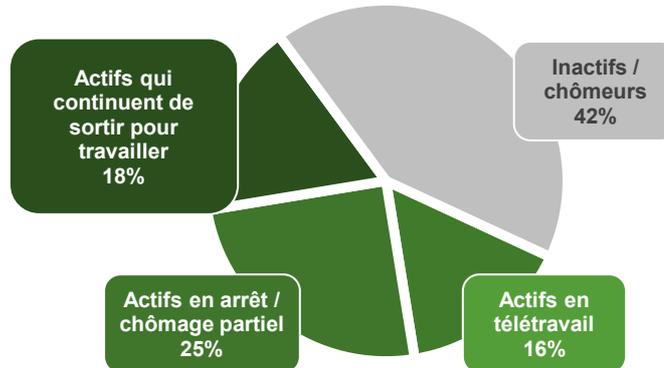
L'épidémie de coronavirus et le confinement décrété pour tenter de l'endiguer ont plongé les Français dans une situation inédite.

L'aspect le plus évident de cette situation réside dans les fortes restrictions apportées à la liberté de mouvement. Selon les résultats de l'enquête quantitative, **ce n'est pas moins de 82 % de la population de 18 à 75 ans qui se trouvent ainsi confinés. Seuls 30 % des actifs - soit 18 % des Français de 18 à 75 ans - continuent de se déplacer pour l'exercice de leur activité professionnelle.** Un confinement plutôt bien accepté : 55 % des personnes interrogées considèrent les mesures de confinement adoptées par le Gouvernement comme « appropriées » et 41 % les estiment même « insuffisantes ». Seuls 4 % les jugent « excessives ».

Dans le cadre de l'Observatoire des perspectives utopiques mené par L'ObSoCo en 2019, 58 % des Français interrogés déclaraient, « dans leur vie quotidienne, aspirer à ralentir ». Une grande part d'entre eux fait désormais l'expérience d'un ralentissement prolongé imposé. Comment le vivent-ils ?

Situation de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans pendant les deux premières semaines de confinement

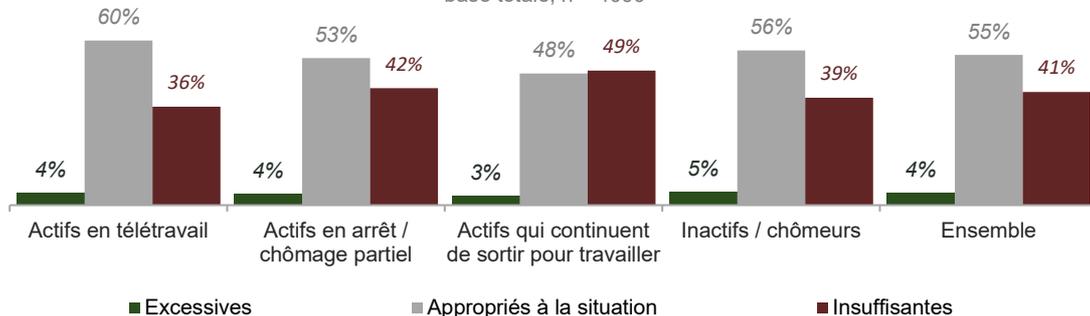
Base totale, n = 4000



Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

Perception des mesures de confinement en fonction de la situation sur la période

base totale, n = 4000



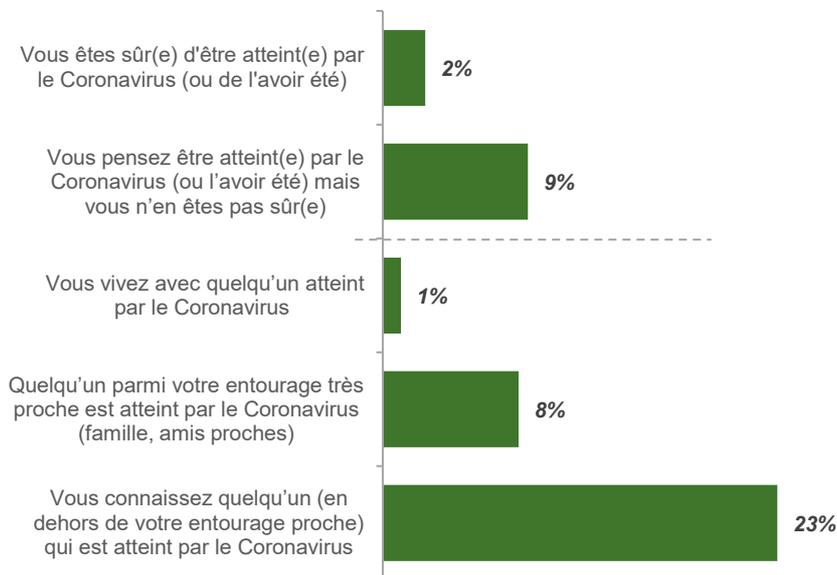
Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

L'INQUIETUDE POUR SOI-MÊME ET PLUS ENCORE POUR LES AUTRES

Il y a d'abord ces 11 % de Français qui déclarent avoir été touchés par le coronavirus (ou tout du moins ont le sentiment de l'avoir été), ce qui représenterait près de 4 millions de personnes ! Si l'on y ajoute les individus qui disent connaître des personnes qui ont été ou sont atteintes par la maladie, c'est **un Français sur trois qui, directement ou indirectement, réellement ou de manière plus ou moins fantasmée, est confronté au coronavirus et pour lequel l'épidémie devient plus concrète, une réalité palpable.** Au-delà et pour tous, il y a les effets du confinement qui impliquent un changement du rapport à l'espace et au temps : temps suspendu, dilaté, où « tout s'arrête », limitation et restriction de son espace personnel et de son périmètre d'action, recroquevillement et encellulement...

"Vous-même, êtes-vous atteint du Coronavirus ou connaissez-vous quelqu'un qui l'est ?"

Base représentant environ la moitié de l'échantillon total, n = 2372



Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

Les Français s'inquiètent. Nombre d'entre eux n'ont réellement pris au sérieux la menace épidémique qu'une fois annoncées les mesures de confinement, qui, du coup, ont parfois provoqué des réactions de sidération. **62 % de nos répondants se déclarent inquiets pour eux-mêmes.** On sait la santé en tête des priorités des populations des sociétés hypermodernes. En 2017, une étude de L'ObSoCo indiquait que 88 % des Français se déclaraient très (25 %) ou plutôt (63 %) attentifs à leur santé. L'épidémie touche donc un point sensible. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les membres de notre communauté soient nombreux à développer une hyper-attention à leur état de santé et à leurs ressentis physiques, traquant en permanence les symptômes redoutés.

Simon, 58 ans, Cadre dans la grande distribution, Auvergne-Rhône-Alpes *Chaque petit mal de tête ou dès la moindre toux, la question se pose : L'ai-je attrapé ? Vais-je le transmettre ? Et je me demande tous les jours si, en fait, je ne l'aurais pas attrapé avant même le début du confinement sans en avoir le moindre symptôme.*

Jean, 29 ans, Consultant informatique, Région Parisienne *Après, j'ai aussi peur pour ma compagne et moi quand nous sortons faire nos courses, et j'avoue que j'ai développé depuis quelques temps des réflexes parfois paranos tout en ne sachant pas si cela restera suffisant.*

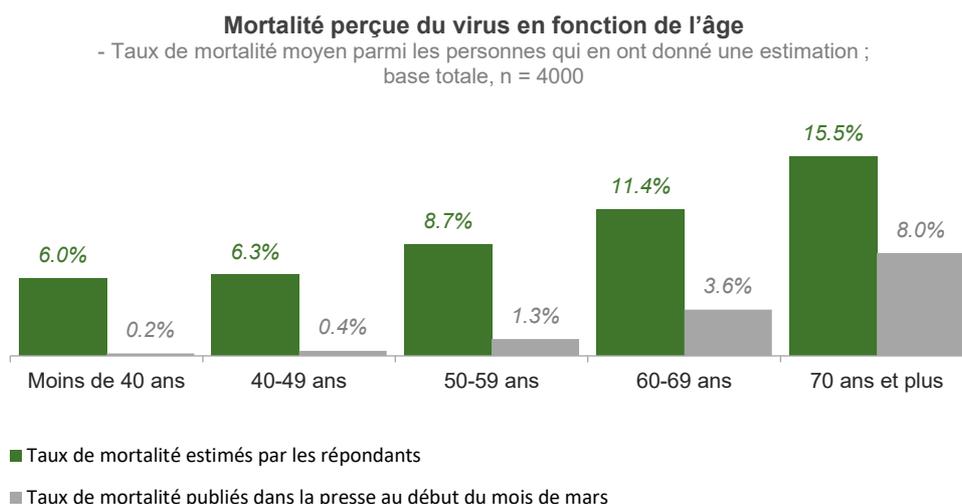
Mais, plus que pour eux-mêmes, c'est pour leur entourage que les Français s'inquiètent. **86 % des personnes interrogées déclarent s'inquiéter pour leurs proches**, en particulier les personnes âgées ou dont ils savent la santé fragile. Une crainte répandue parmi les membres de notre communauté, en particulier chez ceux qui continuent de se déplacer pour travailler et redoutent de transmettre le virus sans s'en rendre compte.

Jean, 29 ans, Consultant informatique, Région Parisienne *Je suis un peu inquiet pour mes proches, dont ma mère qui travaille en EHPAD, pour mon beau-frère policier qui présente depuis quelques jours certains des symptômes, pour ma belle-mère, fragile car elle sort d'une opération compliquée.*

Karine, 33 ans, hôtesses de caisse en grande distribution, région Bourgogne *En sortant du travail, on nous conseille de laver nos vêtements à chaque fois, prendre nos douches en rentrant et désinfecter nos dessous de chaussure. Mais cela serait-il assez suffisant ?*

Olivia, 33 ans, Femme au foyer, Rhône-Alpes *Mon mari travaille dans l'alimentaire... pas de télétravail... et est en contact permanent avec la clientèle... Bonjour le stress.*

Le sentiment d'inquiétude est d'autant plus fort qu'en dépit de la fréquence de l'information communiquée sur la létalité de la maladie (surévaluée car ne se rapportant qu'aux cas déclarés), **les Français interrogés sont très nombreux à surestimer le taux de mortalité, qu'ils évaluent en moyenne à près de 8 %**.



Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

L'inquiétude est alimentée par la crainte que la montée en puissance de l'épidémie ne conduise à une situation à l'italienne, avec la saturation des hôpitaux. 70 % des Français ayant participé à l'enquête affichent la crainte d'un manque de moyens ne permettant pas aux hôpitaux et services de santé de faire face efficacement à la crise sanitaire. L'inquiétude se nourrit également du sentiment exprimé au sein de la communauté d'un manque de cohésion morale et d'une crise de l'esprit civique face à la crise, inspiré par le constat que certains peinent à respecter les consignes de confinement. De fait, 84 % des Français interrogés jugent très sévèrement

leurs compatriotes (voire eux-mêmes ?) en se déclarant en désaccord avec l'affirmation « *de façon générale, les Français se comportent de façon exemplaire face à cette épidémie* ».

Eric, 34 ans, Plombier Chauffagiste, Lyon *On peut toujours avoir quelqu'un de l'extérieur qui rentre dans la copropriété et qui peut être infecté et qui vient par exemple livrer une pizza à ma voisine du dessous. Je dirais que je suis plutôt très inquiet sur le comportement des gens en France puisqu'ils se fichent de tout et que leur priorité c'est de sortir à l'extérieur malgré les nombreux appels de confinement.*

Joëlle, 65 ans, auxiliaire de vie, Rhône-Alpes *Bien sûr je suis inquiète, pour mes proches mes enfants, petits-enfants, mais en colère aussi contre ces imbéciles qui ne respectent pas les règles de confinement et qui font courir des risques aux autres.*

UNE INQUIÉTUDE QUI SE NOURRIT DE LA SURABONDANCE DE L'INFORMATION

Une majorité des Français interrogés (58 %) s'accordent à considérer que les médias parlent trop de la crise du coronavirus, alors que 31 % estiment qu'« *ils en parlent comme il faut* » et seulement 3 % « *pas assez* ». Ce sentiment de trop plein informationnel décroît avec l'intensité du sentiment d'inquiétude face à l'épidémie. Autrement dit, plus on s'inquiète et plus on s'informe, à moins que ce ne soit l'inverse... Parmi les participants de notre communauté, nombreux sont en tout cas ceux qui ont délibérément choisi de prendre leurs distances avec les médias pendant la période pour, disent-ils, se préserver. D'autant qu'avec la prolifération des canaux d'information que le numérique a rendu possible, il est parfois difficile de faire le tri entre les informations sûres émanant d'autorités compétentes, et les informations fantaisistes voire les *fake news*. A cet égard, l'enquête quantitative nous apprend que 32 % des Français interrogés accordent du crédit à l'idée que « *l'émergence du coronavirus n'est pas le fruit du hasard, sa propagation résulte d'une volonté délibérée de nuire* ». Seulement 51 % des Français interrogés expriment leur désaccord à l'égard de cette proposition.

Fabien, 35 ans Expert-comptable, Toulouse *Je regarde les informations une fois par jour car trop d'informations me stresse... On entend tout et n'importe quoi.*

Sylvie, 43 ans, Secrétaire médicale, Annecy *Je vais rarement sur les réseaux sociaux car trop d'infos fake. Une horreur...*

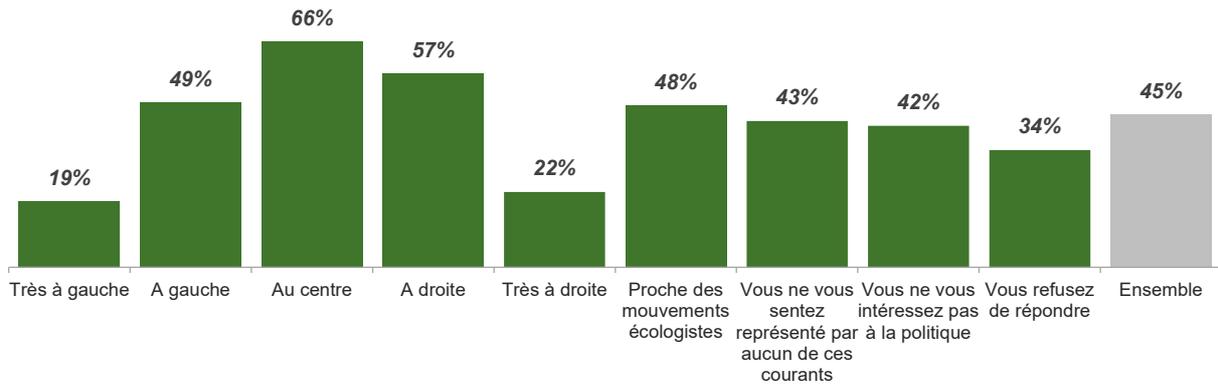
UNE MISE EN DOUTE DE LA PERTINENCE DE LA GESTION DE CRISE PAR LA PUISSANCE PUBLIQUE

Face à des situations de crise, l'intensité du sentiment d'inquiétude dépend aussi de la confiance que l'on accorde aux dirigeants pour définir et mener à bien les actions qui s'imposent. Or, rappelons que notre époque est marquée par une défiance massive à l'égard du politique. Dans ces conditions, l'exécutif pourrait considérer comme rassurant que **45 % des Français ayant participé à l'enquête évaluent positivement la gestion de l'épidémie par les autorités françaises. Mais seulement 5 % la considèrent comme « très bonne » et, surtout, 49 % l'estiment « mauvaise »**. En outre, l'opinion des Français en la matière s'est dégradée au cours de la période durant laquelle s'est déroulée l'enquête. De nombreux participants à notre communauté reprochent au Gouvernement d'avoir grandement sous-estimé la lame de fond à venir alors même que les exemples de la Chine et de l'Italie auraient pu permettre d'anticiper et de prévoir des mesures préventives et protectrices en amont. Comme si aucun protocole de crise n'était appliqué et que l'État naviguait à vue. A

l'impréparation se rajouteraient les errements et les contradictions dans les discours et les décisions des autorités publiques et sanitaires qui évoquent un amateurisme particulièrement anxiogène.

Perception de la gestion par les autorités de l'épidémie de coronavirus en fonction de la sensibilité politique

% "assez bonne" + "très bonne" ; Base totale, n = 4000



Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

Sylvie, 43 ans, Secrétaire médicale, Annecy Les mesures ont été prises tardivement. Le virus se propageait déjà. Que dire quand ils ont autorisé le match de foot à Lyon, au début de l'épidémie, avec 3000 supporters italiens ??? Que dire de Macron qui nous demandait de ne pas paniquer et de le prendre en exemple, sortez, voyez, nous sortons Brigitte et moi au théâtre.

Mireille, 60 ans, Agricultrice, Région Bourgogne Je suis très inquiète car j'ai l'impression que cette épidémie est gérée de manière trop légère. Les décisions du gouvernement mettent trop de temps à être prises alors que l'on a l'exemple de la Chine et de l'Italie et quand elles sont prises, comme elles manquent de clarté, elles laissent la porte ouverte aux infractions.

LES INQUIÉTUDES RELATIVES À LA SUITE DES ÉVÈNEMENTS

La « peur de l'inconnu » tenaille les participants à notre communauté. Outre l'évolution de l'état sanitaire et du nombre de victimes, cette crainte porte sur **les conséquences économiques et sociales à moyen et long terme du confinement et de l'arrêt de l'activité économique**. Selon l'INSEE, l'économie française tourne actuellement aux deux tiers de sa capacité. Chaque mois de confinement ferait perdre 3 points de PIB annuel. Certains secteurs, dans l'industrie, la construction et, plus encore les services aux ménages, ont très fortement réduit leur activité. En dépit du plan d'urgence mis en place par le Gouvernement (notamment les garanties de BPI France sur les crédits de trésorerie), on peut craindre que les risques de faillite et de destruction d'emplois augmentent rapidement avec la durée du confinement. **43 % des actifs ayant participé à l'enquête quantitative sont confinés à domicile sans activité professionnelle**. Pour la plupart d'entre eux se pose maintenant la question des conséquences de la perte de revenus, qu'elle soit totale (les artisans, les commerçants, les restaurateurs, les étudiants salariés...) ou partielle (les salariés mis en chômage technique).

Fabrice, 58 ans, Consultant en informatique, Banlieue parisienne Ce sera très violent surtout quand on voit les sommes qu'il faudra rembourser, les approximations très "ciblées" du projet de loi en cours qui permet des régressions sociales.

Marie, 63 ans, retraitée, Lille Et ensuite ? L'économie va prendre un retard certain, d'autres problèmes vont arriver rapidement, l'Etat ne peut pas tout payer et donc j'entrevois des années très compliquées pour chacun d'entre nous, tous nos projets vont devoir être revus et donc la vie ne va pas être simple dans les mois qui arrivent.

LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS ÉBRANLE LES BASES DE LA MODERNITÉ AVANCÉE

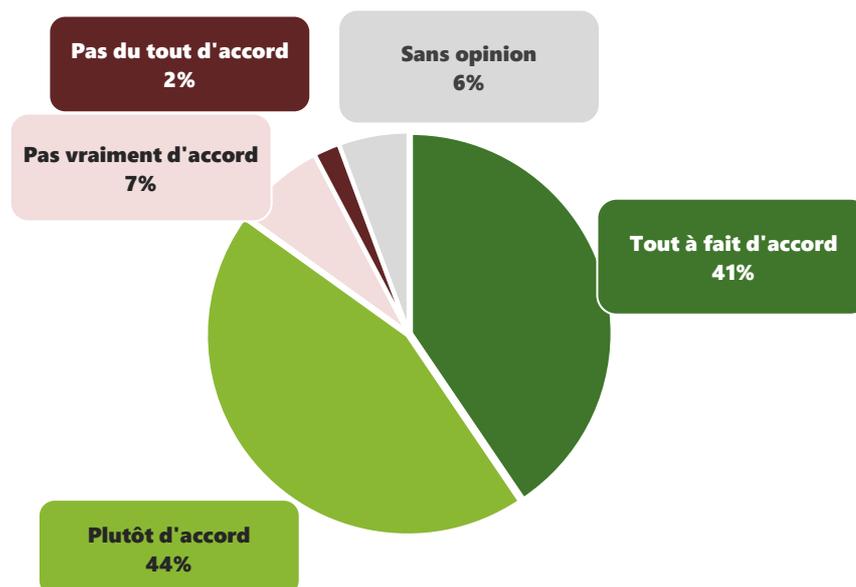
De nombreux intellectuels interprètent la pandémie comme une conséquence des excès de la modernité : mondialisation débridée, néolibéralisme ayant réduit les capacités d'action des États et dégradé les services publics, surexploitation de la nature conduisant au dérèglement climatique et à la réduction de la biodiversité... L'opinion publique semble plutôt réceptive à ce type d'analyses.

L'enquête qualitative révèle des Français prompts à dénoncer la mondialisation. Le terrain était fertile. Depuis longtemps, les enquêtes d'opinion montrent que les Français ont une position très réservée à l'égard de la mondialisation. Et de fait, l'épidémie lui est massivement associée. Près de 70 % des répondants estiment donc qu'il convient désormais de réduire au maximum cette mondialisation pour se protéger de ce genre de risques, et cette opinion est majoritaire même chez les jeunes et les plus diplômés.

Au-delà de la mondialisation, c'est notre modèle de développement qui est mis en cause. Ainsi, **85 % des Français interrogés se disent d'accord avec l'idée que « le coronavirus met en évidence les limites de notre système de développement ».**

Thomas, 53 ans, Cadre supérieur occupant des fonctions marketing, habitant Paris et confiné dans le Lot
Et au milieu de tout ça, je reste optimiste pour la suite. I have a dream, comme disait l'autre : que la crise actuelle provoque une véritable prise de conscience civique internationale sur la nécessité de recentrer l'action publique sur des pans largement mis de côté ces derniers temps : santé, social, environnement, éducation ; que les entreprises soient moins gagnées par une logique de profits, et davantage axées sur leur rôle dans la société ; que les individus se prennent davantage en main individuellement et collectivement, en prenant en compte le futur, et non les petits plaisirs de court terme et une certaine forme d'égoïsme...

« Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante :
Le coronavirus met en évidence les limites de notre système de développement actuel »
Base totale, n=4000



Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

UNE CRISE SANITAIRE QUI RENFORCE LES INÉGALITÉS SOCIALES ET GÉOGRAPHIQUES

Les Français se révèlent par ailleurs très inégaux dans la manière dont ils affrontent la situation.

Les actifs des différentes catégories socio-professionnelles vivent très différemment tant l'exposition au virus que les conséquences de la crise sur leur activité professionnelle. **De fait, 30 % des actifs déclarent continuer à se déplacer pour exercer leur activité professionnelle, mais cette part atteint par exemple 42 % chez les ouvriers alors qu'elle n'est environ que de 15 % chez les cadres et professions intellectuelles** et artistiques ainsi que chez les professions libérales, catégories qui, elles, ont massivement recours au télétravail. Pour ces travailleurs encore mobiles, l'écoute de notre communauté nous dit le spectre quotidien d'une possible contamination qui plane non seulement sur le lieu de travail mais aussi en dehors, avec la peur d'emporter la contamination avec soi à son domicile et d'exposer son entourage. Une angoisse d'autant plus forte que seulement 58 % des actifs toujours mobiles ont le sentiment d'être en mesure de bien se protéger, pour 70 % des actifs en télétravail. Ceci explique sans doute pourquoi le pourcentage de personnes trouvant « insuffisantes » les mesures de confinement se monte à 46 % parmi les CSP-, pour 38 % chez les CSP+. De fait, le pourcentage de répondants ayant été touchés par la maladie ou pensant l'avoir été est de 17 % parmi les actifs qui se déplacent pour 12 % des télétravailleurs. Et pour certains de ces actifs mobiles, se pose la question de savoir jusqu'à quand l'édifice de l'organisation du travail pourra tenir à effectifs constants face aux risques de contamination qui nécessitent de passer en « système dégradé, en effectif réduit ».

Karine, 33 ans, hôtesse de caisse en grande distribution, région de Bourgogne *Je travaille avec des gants, nous désinfectons tout avec de l'alcool à 90 degrés. Et on vient de nous installer des plexiglas devant notre poste de travail. Cependant nous ne nous sentons pas beaucoup protégés, nous n'avons pas de masque.*

Parallèlement, **53 % des actifs de notre enquête relevant des CSP- (employés, ouvriers...) sont en arrêt d'activité ou en chômage partiel, une situation que ne partage qu'un tiers des CSP+** (dont 20 % pour les cadres et professions intellectuelles et artistiques). Pour eux, l'inquiétude réside donc aussi dans la dynamique de leurs revenus, en lien avec l'insécurité économique à laquelle ils sont déjà exposés. **« Vous-même, êtes-vous confiné(e) à votre domicile ou votre profession vous contraint-elle de continuer à vous déplacer pour votre travail ? »**

Base : actifs occupés, n = 2278

	Ensemble	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants ou assimilés	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	Professions libérales ou assimilés	Cadres, professions intellectuelles et artistiques	Professions intermédiaires	Techniciens, contremaîtres ou agents de maîtrise	Employés	Ouvriers
Vous êtes confinés et travaillez depuis votre domicile	27%	-	24%	-	40%	64%	34%	28%	15%	3%
Vous êtes confinés et avez arrêté de travailler	43%	-	61%	-	44%	20%	29%	39%	52%	54%
Vous continuez à sortir car vous effectuez une activité professionnelle essentielle	30%	-	15%	-	16%	15%	36%	32%	32%	42%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

Plus généralement, le sentiment d'inquiétude est inégalement réparti dans la population. On compte 43 % de personnes très inquiètes parmi les CSP-, pour 29 % parmi les CSP+. Une part de cet écart peut être attribuable à un niveau de confiance dans l'action des pouvoirs publics qui croît à mesure que l'on s'élève dans l'échelle sociale. Les CSP- sont beaucoup plus prompts à penser que le Gouvernement cache des informations, que le nombre de décès annoncé est volontairement minimisé. En outre, c'est en bas de l'échelle sociale que l'on se montre le plus disposé à accorder du crédit aux *fake news* anxiogènes. Ainsi 39 % des CSP- (45 % des ouvriers) se disent convaincus que « *l'émergence du coronavirus n'est pas le fruit du hasard et que sa propagation résulte d'une volonté délibérée de nuire* », pour, par exemple, seulement 16 % des cadres et professions intellectuelles et artistiques.

Enfin, **l'enquête quantitative a fait parfois ressortir la position spécifique et particulièrement vulnérable des personnes à la tête d'un foyer monoparental.** Elles sont plus souvent que la moyenne en situation d'arrêt de travail. 21 % d'entre elles pensent ou sont sûres d'être ou d'avoir été atteintes par le virus (12 % sur l'ensemble de l'échantillon) et 50 % sont très inquiètes face à l'épidémie. Une inquiétude qui se nourrit d'un très fort doute sur la capacité du système de santé à faire face à la situation et par le fait que ces personnes jugent plus sévèrement que la moyenne la gestion de la crise par les autorités. Enfin, cette sous-population est particulièrement prompte à douter de l'information officielle alors qu'à 45 % elle adhère à la thèse d'un virus propagé délibérément. En moyenne, les personnes à la tête d'un foyer monoparental font montre d'une plus grande fréquence d'affects négatifs.

Les inégalités territoriales se manifestent elles aussi dans cette crise. Certes, les habitants des grandes agglomérations ont plus de risques d'avoir été ou d'être touchés par la maladie (ou, tout du moins, de penser l'être ou l'avoir été) que les personnes vivant dans des petites villes ou des zones rurales (17 % dans l'agglomération parisienne *versus* 8 % dans les communes rurales). Pourtant, le pourcentage d'individus très inquiets face à l'épidémie s'accroît à mesure que l'on s'éloigne des grands centres urbains. Le sentiment d'avoir la capacité de se protéger est ainsi très en-dessous de la moyenne dans les communes isolées. Cette inquiétude est aussi à rapprocher de la crainte d'une saturation du système de santé qui progresse à mesure que diminue la densité de la commune d'habitation, alors que grandit au contraire le doute sur la capacité de résilience grâce à la qualité de la protection sociale et de l'intervention publique. Une intervention publique qui est évaluée plus sévèrement dans les zones peu denses alors qu'y domine aussi le doute sur la capacité de la science à venir à bout des pandémies. Enfin, le soupçon que l'on nous cache des informations s'accroît à mesure que la taille d'agglomération diminue.

Le questionnaire de l'enquête quantitative a permis de classer les répondants selon leur position par rapport au mouvement des « gilets jaunes ». Les personnes qui se disent « gilets jaunes » et qui affirment avoir participé à la mobilisation (4 % de l'échantillon) affichent souvent des positions extrêmes. Parmi eux, 59 % des actifs sont confinés sans pouvoir travailler. Ils affichent un niveau d'inquiétude face à l'épidémie qui dépasse la moyenne nationale. Ils sont plus prompts encore que l'ensemble des Français à incriminer la mondialisation. 79 % d'entre eux ont une mauvaise opinion de la gestion de crise par le Gouvernement. Enfin, ils se montrent très critiques par rapport aux circuits d'information officiels : 85 % d'entre eux estiment que l'on nous cache des choses et 56 % adhèrent à la thèse selon laquelle le virus a été délibérément propagé dans la volonté de nuire.

LA VIE DURANT LE CONFINEMENT : DES GERMES DE CHANGEMENTS POUR L'AVENIR ?

C'est peu de dire que le confinement bouleverse les habitudes et conduit à des changements dans les modes de vie.

Nombre de confinés se trouvent subitement devant une quantité importante de temps disponible, sans pouvoir le consacrer aux activités particulièrement prisées par les Français que sont les sorties ou les visites à la famille ou aux amis. Les membres de notre communauté confirment la forte poussée de la consommation de programmes offerts par les sites de streaming vidéo et, plus généralement, du temps passé devant les écrans. Mais on note également un fort engagement dans les activités domestiques, et notamment les activités de grand ménage, de rangement, de tri, de réparation... des activités, en temps normal, souvent remises à plus tard. Mais les membres de notre communauté sont également nombreux à **utiliser le temps disponible pour s'adonner à des activités associées au « faire soi-même »** qui, souvent, allient l'utile à l'agréable : bricolage, jardinage, cuisine... Outre que ces activités sont de nature à structurer les nouveaux temps de la vie quotidienne et, parfois, à relier les membres du foyer, elles offrent aussi la possibilité de contrebalancer les effets psychologiques négatifs au travers de leur faculté à produire du bien-être eudémonique.

Pour les actifs, cette crise sanitaire est souvent l'occasion d'éprouver de nouvelles modalités du travail. **Cela est particulièrement vrai pour les 27 % qui télétravaillent.** Les télétravailleurs de notre communauté font état de difficultés rencontrées à cette occasion : problèmes de connexion mais aussi difficultés de coordination avec les collègues, surcharge de l'attention, difficultés d'articulation avec les activités domestiques, en particulier pour les personnes confinées avec des enfants en bas âge. Ces difficultés sont souvent exacerbées pour les élèves et étudiants, parfois confinés dans des conditions peu propices au travail, mal équipés, et qui doivent faire face au tâtonnement du corps enseignant dans l'organisation de la « continuité pédagogique ». En contrepartie, le télétravail permet de rythmer les journées tout en donnant le sentiment d'une meilleure maîtrise de l'organisation du temps, de conserver une activité sociale (même s'il ne remplace pas le face à face), voire d'expérimenter de nouvelles manières de travailler.

Thomas, 53 ans, Cadre supérieur occupant des fonctions marketing, habitant Paris mais confiné dans le Lot
Reste que dans ces conditions que j'espère exceptionnelles, le télétravail fonctionne bien et constitue une alternative puissante. Le hic, c'est qu'à multiplier les calls et visio-conférences, qui demandent davantage d'attention physique (en raison des bugs de connexion qui brouillent l'écoute ou le visionnage), on passe plus de temps à se télé-réunir qu'à travailler !

Fabien, 35 ans Expert-comptable, Toulouse *Moi je suis en télétravail depuis une semaine... Et je pense que je perds en productivité ! Je suis submergé de mails professionnels ou d'appels et je vis au jour le jour.*

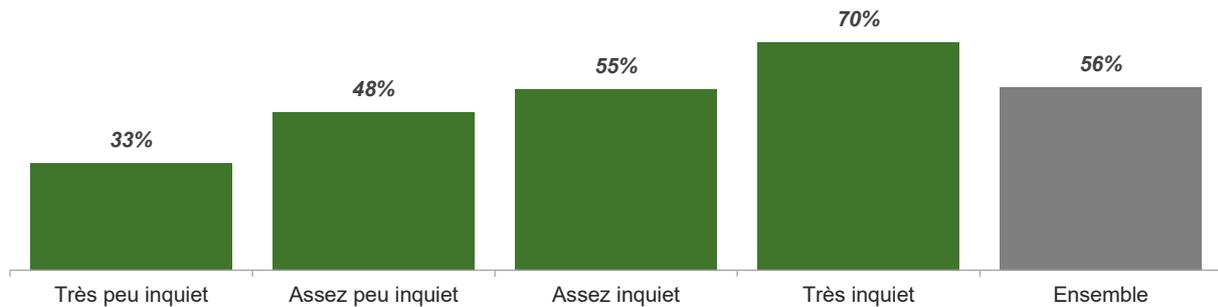
Arnaud, 31 ans, Professeur d'éducation physique, habitant en Région parisienne et enseignant dans l'Oise
Les outils ne sont pas adaptés (archaïques, lents et dysfonctionnels). Le ministère de l'Education Nationale n'était pas du tout prêt, contrairement à ce qu'il a pu affirmer. Pour nous autres enseignants, nous sommes contraints à travailler soit tard le soir, soit tôt le matin, pour avoir accès aux serveurs, qui sont engorgés le reste du temps.

Le confinement modifie également les manières de consommer, de faire ses courses. Il redéfinit les modalités des relations sociales, paradoxalement souvent en éloignant les proches (sur le plan spatial) et en rapprochant les lointains *via* le numérique. Il est également propice à la réflexivité, à la prise de recul sur ses habitudes et son style de vie, voire sur son rapport au monde.

Le dispositif d'étude mis en place par L'ObSoCo va s'attacher à approfondir au cours du temps l'observation et la compréhension des changements qui interviennent dans les modes de vie et dans les visions du monde afin de tenter de déceler en quoi cet épisode extraordinaire sera en mesure d'induire des bifurcations dans les trajectoires antérieures des différentes composantes du sociétal et de l'économique.

D'ores et déjà, **56 % des Français interrogés lors de l'enquête quantitative se disent convaincus qu'une fois la pandémie terminée, certaines de leurs habitudes vont changer.**

Adhésion à la proposition « Une fois que la pandémie sera passée, certaines de vos habitudes vont changer » en fonction du degré d'inquiétude face au coronavirus
% "plutôt d'accord" + "tout à fait d'accord" ; Base totale, n = 4000



Source : Covid-19 : Le Jour d'après, L'ObSoCo, 31 mars 2020

CONCLUSION : LA CRISE INTERVIENT DANS UN CONTEXTE DE DÉFIANCE SYSTÉMIQUE

La crise sanitaire que nous traversons vient percuter une société française (et sans doute au-delà, l'ensemble des sociétés occidentales) déjà en proie à l'incertitude sur son avenir, peinant à donner du sens au monde et à se doter d'une vision d'avenir désirable.

Elle heurte l'un des plus puissants piliers de la modernité occidentale : la conviction que tous les savoirs que le règne de la raison a permis d'accumuler, au service de la maîtrise à la fois de notre environnement naturel et dans l'organisation de la vie sociale, nous mènent vers un progrès constant et un avenir meilleur. Voilà qu'un agent invisible menace à grande échelle notre santé, bouleverse nos modes de vie, met à l'arrêt nos économies. Voilà que les meilleurs remparts contre l'avancée de la maladie se révèlent être de simples gants et masques (dont le nombre est notoirement insuffisant). Certes, la mortalité associée à la pandémie est sans rapport avec les épidémies du passé. Mais les sociétés hypermodernes accordent un prix très élevé à chaque existence individuelle.

L'épidémie de coronavirus semble être une preuve supplémentaire que les limites de notre capacité de maîtrise du monde sont atteintes voire dépassées. Les difficultés qu'éprouvent les dirigeants à gérer une crise qui n'était pas anticipée renforce le sentiment de défiance à leur égard. La crise économique qui risque de survivre à l'endigement de l'épidémie continuera d'ébranler une société dont l'équilibre et le sens reposent encore largement sur l'hyperconsommation. Il est probable que ce délitement des certitudes renforce une volonté de faire table rase des bases à la fois de notre système politique et des modalités de l'organisation de la vie économique, comme le révélaient déjà les résultats de notre *Observatoire des perspectives utopiques*.

Que naîtra de cette remise en cause des piliers de la civilisation occidentale ? Il est encore trop tôt pour avancer des hypothèses. La réponse dépendra notamment de la durée du confinement et de l'ampleur de la crise économique. Ainsi que nous l'enseigne l'histoire, comme toute période de crise, celle-ci peut nous mener au pire comme au meilleur. Sans exclure, qu'une fois le choc passé, la sidération dissipée, on en revienne au *business as usual*...



DISPOSITIF COVID-19 LE JOUR D'APRES

Chaque jour, depuis le 23 mars et pendant 8 semaines, 50 Français sont invités à partager leur ressenti et les moments marquants de leur journée. Nous suivons également leur perception de la situation nationale et internationale, leur rapport au travail, leurs déplacements, la façon dont ils s'approvisionnent, leurs courses et leurs achats, leurs activités et loisirs, leurs relations et interactions avec les autres. Ponctuellement, nous ouvrons également le champ de l'interrogation et des échanges à des sujets moins quotidiens et plus structurels : leur rapport aux acteurs économiques, à la consommation alimentaire, à la consommation responsable, aux valeurs, au temps et aux rythmes de vie, aux modes de vie.

Ces 50 Français ont été recrutés de façon à représenter des profils divers en fonction du genre, de l'âge, des situations familiales, des situations professionnelles (CSP mais aussi indépendants, salariés du public, du privé, personnes continuant à travailler à l'extérieur, télétravailleurs, chômeurs, en chômage partiel ou technique), et géographiques.

Les données quantitatives sont quant à elles issues d'une enquête réalisée en ligne par L'ObSoCo sur le panel Respondi du 18 au 25 mars 2020. L'étude a été conduite sur la base d'un échantillon de 4000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans. Afin de garantir la représentativité de l'échantillon, des quotas ont été établis sur la population globale interrogée suivant les critères suivants : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, région de résidence, taille de l'unité urbaine de résidence et niveau du diplôme le plus élevé

Contacts et informations

Philippe Moati

Co-fondateur de l'ObSoCo

p.moati@lobsoco.com

06 81 13 42 44

Nathalie Damery

Présidente de l'ObSoCo

n.damery@lobsoco.com

06 71 55 23 63

Guénaëlle Gault

Directrice générale de l'ObSoCo

g.gault@lobsoco.com

06 48 16 87 06